



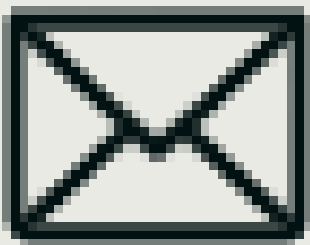
ICP

UNIVERSITAS
CATHOLICA
PARISIENSIS

Zoom
sur

La mer, un enjeu stratégique de la transition écologique

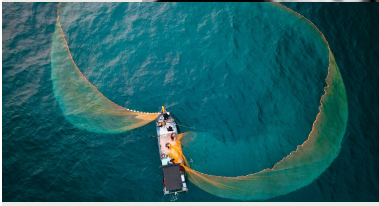
Conseiller Europe au Secrétariat général de la Mer et enseignant au sein du master Politiques et stratégies pour la transition écologique de l'ICP, Côme Billard analyse les grands défis maritimes actuels et les équilibres à construire entre transition écologique, activités économiques et souveraineté.



Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts

Formé aux sciences politiques à l'Institut Catholique de Paris, puis à l'économie de l'environnement et du climat, Côme Billard a travaillé au ministère de la Mer, au ministère de l'Agriculture et en cabinets ministériels sur les enjeux de pêche et de transport maritime. Il est aujourd'hui conseiller Europe au Secrétariat général des politiques européennes liées aux activités maritimes.



Pexels

Des espaces maritimes en pleine transformation

Changement climatique, transition énergétique, protection des écosystèmes, souveraineté européenne... **La mer concentre aujourd'hui plusieurs enjeux majeurs de la transition écologique et oblige à repenser la manière d'accompagner les activités humaines tout en préservant les ressources.**

Ancien étudiant de l'Institut Catholique de Paris, où il a suivi une licence en Sciences sociales, Côme Billard s'est ensuite spécialisé en économie de l'environnement et du climat. Son parcours l'a conduit à travailler au sein de plusieurs institutions publiques sur les politiques environnementales et maritimes. Après une première expérience au ministère de la Mer sur les sujets liés à la pêche et à la décarbonation des activités maritimes, puis en cabinets ministériels sur les dossiers de pêche, d'aquaculture et de transport maritime.

Il est aujourd'hui conseiller Europe au Secrétariat général de la Mer, au sein des services du Premier ministre et travaille notamment sur les politiques européennes liées à l'économie maritime, **en coordonnant les positions françaises sur des sujets tels que la lutte contre la pêche illicite, les négociations budgétaires européennes ou encore le futur Pacte européen pour l'Océan.** Une mission qui l'amène à suivre au plus près les échanges entre États membres, institutions européennes et acteurs du secteur.

Alors qu'il rejoint l'équipe pédagogique du master Politiques et stratégies pour la transition écologique de l'ICP à la rentrée 2026, Côme Billard revient sur les transformations qui traversent aujourd'hui les espaces maritimes et sur les nouveaux équilibres à trouver entre transition écologique, activités économiques et souveraineté.

Décarbonation, adaptation, souveraineté : les trois défis des politiques maritimes

La mer est aujourd'hui un enjeu stratégique parce qu'elle concentre plusieurs transitions : climatique, énergétique, numérique, industrielle et géopolitique.

« Grâce à nos territoires d'outre-mer, la France dispose de la seconde Zone économique exclusive mondiale, il s'agit évidemment d'un atout considérable, qui s'accompagne d'une responsabilité. La mer est au cœur de notre souveraineté comme de notre capacité à atteindre nos objectifs climatiques. »

Trois grands défis se dessinent pour les politiques maritimes.

Le premier défi concerne la décarbonation des activités maritimes. Le transport maritime fait aujourd'hui partie des secteurs accompagnés par les politiques européennes de transition, notamment à travers le système européen d'échange de quotas d'émission (EU ETS), qui intègre progressivement le secteur dans le marché carbone européen. **Les acteurs doivent réduire leurs émissions tout en conservant leur compétitivité internationale**, ce qui suppose des investissements dans des navires moins émetteurs, de nouveaux carburants, des infrastructures portuaires adaptées et le développement de nouvelles compétences.

« Le deuxième défi est celui de l'adaptation au changement climatique. Les évolutions des océans transforment déjà les écosystèmes et les activités humaines qui en dépendent. Les océans se réchauffent, les espèces se déplacent, les écosystèmes évoluent et les littoraux deviennent plus vulnérables. Les politiques publiques devront être davantage fondées sur l'anticipation et la capacité à s'adapter aux nouvelles réalités. C'est vrai pour l'immobilier sur les bords du littoral, mais aussi pour les pratiques de pêche avec la migration de nouvelles espèces dans certaines zones. »

Enfin, les espaces maritimes deviennent un enjeu croissant de souveraineté européenne. La protection des ressources, la sécurité des infrastructures comme les câbles sous-marins, le développement industriel ou encore la connaissance des fonds marins prennent une importance stratégique dans un contexte de concurrence économique et géopolitique accrue. **Cette évolution impose également de mieux organiser la coexistence des différents usages en mer.**

« Les politiques maritimes ne peuvent plus être pensées uniquement sous l'angle sectoriel. À l'ensemble de ces défis s'ajoute la nécessité de concilier les activités en mer : déploiement de l'éolien en mer, pêche, plaisance, transport maritime. »

Concilier les usages de la mer, un défi pour les pouvoirs publics

Cette diversité d'usages place les pouvoirs publics devant un même défi, faire cohabiter ces activités dans la durée.

« Le rôle des pouvoirs publics consiste précisément à organiser cette coexistence, et à donner à chaque profession / secteur de la visibilité. Cela passe par une planification maritime fondée sur des données scientifiques robustes et reconnues par tous, par une concertation étroite avec les acteurs économiques et les collectivités, ainsi que par une vision de long terme. »

Cette approche suppose également de ne pas opposer protection de l'environnement et développement économique.

« Une économie maritime durable suppose des écosystèmes en bonne santé avec des activités économiques capables de fournir les capacités d'investissement nécessaires à la transition écologique. »

L'Union européenne joue aujourd'hui un rôle essentiel parce que les activités maritimes dépassent largement les frontières nationales. Les stocks halieutiques sont partagés, les routes maritimes sont internationales et les émissions du transport maritime ne peuvent être traitées efficacement qu'à une échelle suffisamment large.

Les politiques européennes permettent ainsi de construire des règles communes, qu'il s'agisse de la politique commune de la pêche, du pacte « Fit for 55 », de l'EU ETS appliqué au transport maritime ou encore des futurs travaux sur l'économie bleue.

« Au Secrétariat général de la Mer, notre travail consiste précisément à coordonner les positions françaises sur ces différents textes, en mobilisant les ministères concernés afin de défendre des solutions qui soient à la fois ambitieuses sur le plan environnemental, réalistes pour les acteurs économiques et cohérentes avec les intérêts stratégiques de la France. »

Les travaux actuellement engagés sur le futur Pacte européen pour l'Océan illustrent bien cette approche. Ils abordent simultanément la compétitivité des filières maritimes, leur décarbonation, le développement de nouvelles activités ainsi que la protection d'infrastructures critiques comme les câbles sous-marins, qui sont devenus un enjeu majeur de résilience et de souveraineté européenne.

Former les futurs acteurs de la transition écologique

À partir de septembre 2026, Côte d'Azur partagera son expérience des politiques publiques européennes et maritimes, avec les étudiants du master Politiques et stratégies pour la transition écologique. **Il y enseignera les politiques publiques de transition écologique, en apportant un éclairage particulier sur les enjeux européens et maritimes.**

« Mon objectif est d'apporter aux étudiants une compréhension concrète de la manière dont les décisions publiques sont élaborées. Derrière chaque réglementation européenne ou chaque stratégie nationale se trouvent des arbitrages complexes entre objectifs climatiques, contraintes économiques, considérations scientifiques et équilibres politiques. J'espère leur transmettre le goût de l'action publique et leur montrer comment elle peut apporter des réponses concrètes aux défis environnementaux actuels. »

Publié le 24 août 2026 – Mis à jour le 24 août 2026

A lire aussi

À LA
UNE

Tous les tags

